

On ne se laissera pas marcher dessus !

Avec l'élection de Macron, on sait déjà à quoi s'attendre : suppressions de postes, démantèlement de la protection sociale, destruction du droit du travail, marchandisation de l'ensemble de la société. Pour ce qui est de l'éducation, son projet est simple : tout numériser, tout libéraliser, tout précariser. Alors sans attendre les premières lois antisociales, préparons dès aujourd'hui la résistance !

Macron, le nouveau visage du capital

On nous dit qu'il est jeune et dynamique. On nous dit qu'il va balayer les vieux partis et apporter un souffle nouveau. On nous dit qu'il va moderniser la France et relancer l'économie. Mais tout ce que promet Macron, c'est de poursuivre, en l'aggravant, la politique de Hollande : la précarité pour les travailleurs-ses, la prospérité pour les capitalistes.

Union européenne : Macron veut continuer dans la voie d'une Union européenne au service des patrons, avec pour devise : austérité, précarité et liberté sous surveillance.

Fonction publique : Dans la droite ligne des gouvernements précédents, les suppressions de postes de fonctionnaires vont se poursuivre avec Macron puisqu'il en annonce 120 000. En même temps, les rémunérations seront individualisées : les fonctionnaires qui plaisent à leur chef seront récompensés et les fonctionnaires qui ne se laissent pas marcher dessus seront moins payés. Et, cerise sur le gâteau, le jour de carence sera rétabli en cas d'arrêt-maladie.

Droit du travail : La « loi travail » que nous avons combattue n'est qu'un avant-goût de ce qui nous attend avec Macron, qui veut continuer à détricoter le code du travail en laissant les salarié-e-s seul-e-s face à leur patron.

Protection sociale : Macron prévoit de faire 15 milliards d'économies sur l'assurance-maladie en « réorganisant le système de soin » et 10 milliards pour l'assurance-chômage. En clair : un accès aux prestations sociales encore plus limité et un flicage accru des chômeurs-ses.

Retraites : En nous promettant un système « plus juste », Macron prépare une nouvelle réforme des retraites destinée à aligner tout le monde sur le régime le moins favorable.

L'école de Macron : concurrence, autonomie et numérique

Le programme de Macron pour l'école se place dans la continuité de la « refondation » lancée sous Hollande : des grands discours pour cacher la misère et des effets d'annonce pour maquiller le bricolage.

Lire, écrire, compter : Aucune visée éducative globale dans l'école de Macron qui se concentrera sur les « fondamentaux ». L'objectif est de former des salarié-e-s directement employables donc à quoi bon éduquer au sens critique ?

Individualisation : Pour répondre à l'échec scolaire, Macron veut imposer des bilans personnalisés chaque année dès de la grande section et une individualisation des apprentissages en utilisant des applications numériques. Bref, une tablette par élève et on pourra se passer d'enseignant-es...

Éducation prioritaire : La grande annonce de Macron, c'est le dédoublement des classes de CP et CE1 en REP et REP+. Mais, sans moyens, cela se fera en supprimant des postes ailleurs, en augmentant les effectifs des autres classes, ou en réduisant le périmètre de l'éducation prioritaire.

Autonomie : Macron a annoncé que les communes seraient autonomes pour organiser les rythmes scolaires. Au collège et au lycée, les chefs d'établissement auront une marge de manœuvre encore plus grande et pourraient même procéder au recrutement.

Professionnalisation : Macron veut réorienter le lycée vers l'insertion professionnelle. Ce qui est programmé pour les élèves, c'est le développement de l'apprentissage et même du pré-apprentissage dès le collège : pour Macron, le tri social doit commencer le plus tôt possible !

Jean-Michel Blanquer : un revenant à l'EN...

J.-M. Blanquer n'est absolument pas un homme neuf à l'éducation nationale : recteur de Guyane en 2004, de Créteil en 2007, directeur de l'ESSEC (grande école de commerce bien sélective), directeur adjoint du cabinet de Gilles de Robien à l'éducation nationale puis directeur général de l'enseignement scolaire sous Luc Chatel et éphémèrement sous Peillon. Bref que des bons souvenirs pour les collègues, les élèves et leurs parents !

De 2006 à 2012, le porte-flingue du Ministère

En 2006, Blanquer commence par s'illustrer en défendant le retour à la méthode syllabique voulu par Gilles de Robien. Puis, de 2008 à 2012, il met en œuvre un florilège de bonnes idées à la Dgescio :

- **80 000 suppressions de postes d'enseignant-e-s**, qui ont impliqué des fermetures de classes massives, la fin de la scolarisation avant 3 ans, l'élimination des Rased et de la formation initiale et continue des enseignant-e-s. En janvier 2017, dans *L'Express* il montre qu'il est encore dans les mêmes dispositions : « *On ne doit plus se focaliser uniquement sur le nombre de postes créés, mais sur le nombre d'heures globales disponibles... La création de postes pose plus de problèmes qu'elle n'en résout... L'idée est d'avoir un volume horaire garanti à l'échelle nationale en français et en mathématiques et fonctionner ensuite en laissant une autonomie accrue aux équipes pédagogiques pour fixer elles-mêmes la dotation horaire pour les autres matières* »... Bref, on comprend bien que le dédoublement des classes de CP et CE1 en éducation prioritaire ne va pas se faire par une augmentation du recrutement.

- **tout pour l'élitisme !** Avec le ministre Chatel, ce sont les plus défavorisé-e-s qui sont visé-e-s avec la baisse de fonds sociaux pour les lycéen-ne-s pauvres alors que les budgets des classes préparatoires sont doublés. Et, pour faire mine de s'occuper de l'échec scolaire, on crée des « internats d'excellence » et des « établissements de réinsertion scolaire » à grand renfort de communication.

- **les programmes de 2008 et les évaluations nationales : l'innovation pédagogique à son sommet !** Les évaluations nationales, avant tout destinées à la mise au pas des enseignant-e-s, et les « nouveaux » programmes de 2008, centrés sur le « lire, écrire, compter », n'ont franchement pas été un succès puisque toutes les enquêtes menées ont montré une baisse significative du niveau scolaire des élèves les ayant suivis (sauf bien sûr celle de la Dgescio dirigée par Blanquer).

- **les prémices du fichage massif** : on doit aussi à Blanquer la création du fichier sur les décrocheurs scolaires, première tentative de fichage des élèves en difficulté qui est maintenant bien généralisée avec le Livret scolaire unique numérique.

Et maintenant avec Macron, un programme toujours aussi alléchant

- **autorité et autonomie des établissements** : Blanquer veut cadrer les pratiques pédagogiques dans l'éducation nationale en renforçant les pouvoirs des chefs d'établissement et des directeurs d'école, qui deviendraient les supérieurs hiérarchiques des enseignants. Recrutement sur postes à profil et évaluation par les chefs d'établissement sont au programme.

- **fondamentaux** : Blanquer veut tout concentrer sur le français et les maths. À en croire Christophe Kerrero, son directeur de cabinet, il faudrait consacrer 20h d'enseignement à ces deux domaines sur les 26h programmées (contre 13h sur les 24h d'enseignement aujourd'hui en cycle 3), ce qui ne laisserait que 6h pour les arts plastiques, la musique, l'EPS, les langues, les sciences et l'histoire et la géographie... Dans le secondaire, ces deux domaines représenteraient 10h hebdomadaires au minimum. Et, pour la nouvelle équipe ministérielle, les collèges comme les écoles devraient pouvoir moduler les volumes horaires de maths et de français en prenant sur le temps des autres disciplines.

- **hiérarchisation** : le nouveau « collège commun » préparerait des parcours spécifiques pour les élèves qui seraient réunis en groupes de niveau. Enfin, Blanquer recommande la fin de la poursuite d'études supérieures pour les bacheliers pro.

Les idées, la méthode et l'équipe de Blanquer ressemblent comme deux gouttes d'eau à son action au ministère avant 2012. Faire du neuf avec du vieux, le meilleur moyen de mobiliser les personnels et les familles contre ce projet réactionnaire !

Nous ne laisserons pas faire !

Contre la sélection sociale et l'adaptation de l'éducation aux besoins du patronat, nous défendons une école égalitaire et émancipatrice, qui permette une éducation intégrale pour toutes et tous.

C'est un véritable front social de lutte qu'il faut construire, pour défendre nos droits et en conquérir de nouveaux ! Pour un meilleur partage du temps de travail et pour un vrai partage des richesses !